



OBSERVATOIRE
de la Turquie et de
son environnement
géopolitique

LA TURQUIE EN MÉDIATEUR : RÉSOLUTION DU CONFLIT ENTRE LA SOMALIE ET L'ÉTHIOPIE

Selin Gücüm / Stratégiste politique,
Machina Creative Thinking Office (Istanbul)

Janvier 2025



PRÉSENTATION DE L'AUTRICE



Selin Gücüm / Stratégiste politique, Machina Creative
Thinking Office (Istanbul)

PRÉSENTATION DE L'OBSERVATOIRE

Sous la direction de **Didier Billion**, directeur adjoint de l'IRIS, l'Observatoire de la Turquie et de son environnement géopolitique se propose de contribuer à une meilleure compréhension des évolutions politiques, sociales, économiques, culturelles et géopolitiques de la Turquie contemporaine.

Inscrit dans le cadre du Programme Moyen-Orient / Afrique du Nord de l'IRIS, l'Observatoire de la Turquie et de son environnement géopolitique se veut un vecteur du nécessaire débats d'idées concernant ce pays. Soucieux de créer des synergies, l'Observatoire a d'ores et déjà acté des partenariats avec le Centre de recherche économique et social (BETAM) de l'Université de Bahçesehir d'Istanbul et avec le Club du Millénaire, association de réflexion créée à l'initiative d'étudiants d'universités françaises et étrangères.



PROGRAMME
**MOYEN-ORIENT/
AFRIQUE DU NORD**

Le programme de recherche Moyen-Orient/Afrique du Nord a pour fonctions de décrypter et de mettre en perspective des réalité politiques, économiques, sociales et géopolitiques mouvantes afin de fournir des clés de compréhension et un cadre d'analyse et d'aide à la prise de décision à l'attention des multiples acteurs des relations avec les pays de la région concernée.

Ses champs d'intervention sont multiples : animation du débat stratégique ; réalisation d'études, rapports et notes de consultance ; organisation de conférences, colloques, séminaires ; formation sur mesure.

La Turquie a occupé une place centrale dans les développements de la politique internationale ces dernières semaines. Alors que son rôle en Syrie attire l'attention médiatique, Ankara est aussi parvenue à intervenir dans le conflit entre l'Éthiopie et la Somalie en tant que médiateur et à établir un accord entre les parties. Bien que ce conflit menaçait de déstabiliser la Corne de l'Afrique, des progrès significatifs ont été réalisés pour résoudre le problème par la voie diplomatique.

Pour comprendre les événements à l'origine de ce différend, avant d'étudier le rôle de la Turquie, il convient de noter que les tensions entre l'Éthiopie et la Somalie sont récurrentes pour diverses raisons, remontant à l'indépendance de la Somalie en 1960, voire même avant. La cause du conflit actuel remonte au début de l'année 2024, lorsque le Premier ministre éthiopien, Abiy Ahmed, a signé un protocole d'accord garantissant un accès à la mer pour l'Éthiopie *via* le Somaliland. Autoproclamé indépendant en 1991, le Somaliland n'est reconnu ni par la communauté internationale ni par le droit international et reste considéré comme une région de l'État fédéral somalien. L'Éthiopie, nation enclavée la plus peuplée au monde, considère cet accord (qui n'a jamais été ratifié) comme une opportunité stratégique, tandis que les Somaliens y voient une atteinte à leur intégrité territoriale et à leur souveraineté, une position partagée par la communauté internationale. Le protocole d'accord, signé le 1er janvier 2024, prévoit la cession d'un bail de 50 ans sur 20 km de côtes à l'ouest de Berbera, mais son contenu reste confidentiel. Deux éléments majeurs se détachent : l'installation d'une base navale éthiopienne et la création potentielle d'un second port commercial, en complément de celui de Berbera, utilisé par l'Éthiopie depuis 20 ans. Ces initiatives, tout en offrant des opportunités économiques et stratégiques pour l'Éthiopie, ont exacerbé les tensions dans la Corne de l'Afrique, notamment au mois de juillet.

UNE RELATION DE CONFIANCE

Jusqu'au mois de juillet 2024, les deux voisins de la Corne de l'Afrique ont catégoriquement refusé d'engager le moindre dialogue visant à apaiser les tensions. Cette situation fait peser une menace non seulement sur la stabilité de la région, mais également sur la sécurité de la mer Rouge, une voie maritime stratégique essentielle au commerce mondial et sous constante surveillance internationale. Suite à la demande officielle de l'Éthiopie, en accord avec la Somalie, la Turquie est intervenue comme médiateur afin de régler ce différend à travers le « processus d'Ankara ». Le choix d'Ankara peut soulever des questions concernant la présence des puissances traditionnelles et émergentes dans la région. Cependant, la présence croissante de la Turquie sur le continent depuis le début du siècle et ses relations très étroites avec les deux pays expliquent ce choix. Sa politique africaine, marquée par une approche

« gagnant-gagnant », comme le soulignent souvent le président et les responsables turcs, ainsi que son passé non colonial, ont permis à Ankara d'établir une relation de confiance avec nombre de pays africains.

D'un côté, la Turquie maintient des relations privilégiées avec l'Éthiopie. Non seulement les deux pays célèbrent le 128^e anniversaire de leurs relations diplomatiques, mais il est aussi intéressant de souligner que la Turquie a initié sa politique africaine en commençant par l'Éthiopie. À la suite de la proclamation de 2005 comme « Année de l'Afrique » par le gouvernement turc, le Premier ministre de l'époque, aujourd'hui président, Recep Tayyip Erdoğan, a visité ce pays à deux reprises. L'ouverture du premier bureau de l'Agence turque de coopération et de coordination (TIKA) à Addis-Abeba en 2005, ainsi que les visites mutuelles à différents niveaux, ont alimenté cette relation. La Turquie est reconnue par le gouvernement éthiopien comme l'un de ses trois partenaires stratégiques, avec la Chine et l'Inde¹. La croissance des échanges économiques témoigne de ce rapprochement. Alors qu'en 2003, le nombre d'entreprises turques investissant en Éthiopie était réduit à une seule, employant seulement 5 personnes, en 2019, les hommes d'affaires turcs étaient devenus le plus grand employeur du secteur privé en Éthiopie avec environ 200 entreprises. Un autre indicateur important du développement des relations entre les deux pays est la croissance rapide du volume des échanges commerciaux. Ce volume, qui était d'environ 27 millions USD en 2000, est passé à 355 514 millions USD en 2018 et a atteint 405,8 millions USD en 2019. À cela s'ajoutent des coopérations militaires. Les exportations turques de défense et d'aviation vers l'Éthiopie ont atteint 51 millions USD au cours des trois premiers mois de 2021, contre seulement 203 000 USD durant la même période l'année précédente, selon l'Assemblée des exportateurs turcs². Notamment, les drones TB2 ont été employés par l'Éthiopie sur le front tigréen lors de la guerre de 2020-2022. La même année, Erdoğan remerciait le Premier ministre éthiopien Abiy Ahmed pour son « combat contre le terrorisme ». Il faisait référence au transfert de onze établissements appartenant à la confrérie de Fethullah Gülen, où des enfants de hauts fonctionnaires, y compris celui du vice-premier ministre, avaient été éduqués, à la Fondation Maarif, mise en place par Ankara pour se substituer à cette organisation³.

¹ Ministère des Affaires étrangères de la République de Türkiye, « Relations politiques entre la Türkiye et l'Éthiopie », (n.d.) <https://www.mfa.gov.tr/turkiye-etiyopya-siyasi-iliskileri.fr.mfa>

² Orhan Coskun, Jonathan Spicer, Ece Toksabay, « Turkey expands armed drone sales to Ethiopia and Morocco – sources », *Reuters*, 14 octobre 2021 <https://www.reuters.com/world/middle-east/turkey-expands-armed-drone-sales-ethiopia-morocco-sources-2021-10-14/>

³ Noé Hochet-Bodin, « Education et coopération militaire : la stratégie de la Turquie pour s'imposer en Ethiopie », *Le Monde*, 18 octobre 2021 https://www.lemonde.fr/afrique/article/2021/10/18/education-et-cooperation-militaire-la-strategie-de-la-turquie-pour-s-imposer-en-ethiopie_6098825_3212.html

La Somalie est l'un des pays où la politique africaine multisectorielle de la Turquie se manifeste de manière particulièrement visible. Lors de la sécheresse de 2011, qui avait fait de la Somalie l'archétype de l'État failli abandonné par la communauté internationale, la Turquie a fourni plus de 201 millions de dollars d'aide humanitaire, marquant ainsi le début d'un engagement durable. Ankara a initié divers projets de développement, notamment la construction d'hôpitaux, la rénovation de l'aéroport international Aden Adde et du bâtiment de l'Assemblée nationale, tout en renforçant sa présence économique avec l'exploitation continue de l'aéroport et du port de Mogadiscio. Cet engagement a été renforcé par la visite du Premier ministre turc de l'époque, Recep Tayyip Erdoğan, à la mi-2011, première visite d'un dirigeant non africain depuis celle de George H. W. Bush en 1993. Ce déplacement symbolisait un rapprochement politique significatif entre les deux pays. Sur le plan militaire, la Turquie gère à Mogadiscio sa plus grande base militaire outre-mer, le camp TURKSOM, où elle forme l'armée somalienne. En outre, grâce à l'accord de coopération économique et de défense signé en 2024, elle s'est engagée à protéger les eaux territoriales somaliennes pendant 10 ans et à reconstruire les forces navales somaliennes du pays. Parallèlement, Ankara renforce son influence énergétique avec un projet stratégique d'exploration pétrolière et gazière, en partenariat avec la Somali Petroleum Administration. Il convient de noter que la Somalie a également servi de terrain d'entraînement à la médiation turque : en 2013, Ankara avait en effet tenté de jouer un rôle entre la Somalie et le Somaliland. Bien que cette initiative ait facilité la répartition de l'aide au développement et la coopération en matière de sécurité, elle n'a abouti à aucun résultat majeur. Cependant, elle a permis à la Turquie d'acquérir une véritable expérience dans les processus de facilitation prolongés et d'étendre ses activités consulaires et de développement au Somaliland. Depuis, la Turquie a régulièrement exprimé sa disponibilité à intervenir comme médiateur dans la Corne de l'Afrique, mais ces offres sont restées sans suite, d'autres acteurs étant généralement préférés. Ces engagements illustrent les ambitions turques en Afrique, avec la Somalie comme exemple emblématique et l'Éthiopie comme premier point d'ancrage historique, expliquant pourquoi les deux nations considèrent la Turquie comme un médiateur potentiel dans leurs différends. Toutefois, les conflits en cours en Éthiopie et en Somalie menacent les objectifs de la Turquie, qui aspire à exercer une plus grande influence dans la région.

LES NÉGOCIATIONS : LE PROCESSUS D'ANKARA

Le processus d'Ankara, lancé en juillet 2024, s'est déroulé sous la forme de négociations indirectes entre les parties. La majorité des réunions ont eu lieu à Ankara. La première réunion s'est tenue début juillet, suivie d'une deuxième en août. Durant cette période, le ministre des Affaires étrangères, Hakan Fidan, accompagné d'une délégation, a effectué une visite en

Éthiopie. En septembre, en marge de l'Assemblée générale des Nations unies, Hakan Fidan a également organisé des réunions supplémentaires et séparées avec les ministres des Affaires étrangères des deux pays à la Maison de la Turquie, à New York. Ces échanges ont permis d'établir un environnement propice à la réconciliation, en respectant les sensibilités et limites des parties sans interférer dans leurs affaires intérieures. Cependant, après septembre, les développements régionaux en Somalie et en Éthiopie ont influencé le processus d'Ankara. Un tournant majeur a été constitué par les élections au Somaliland, qui se sont tenues le 13 novembre. Ces élections ont mis fin à la présidence de Musa Bihi, signataire du mémorandum en janvier 2024, et ont porté Abdurrahman Mohamed Abdullahi (connu sous le nom d'« Irro ») au pouvoir. L'approche d'Irro vis-à-vis du mémorandum s'est alignée sur celle du gouvernement somalien. Ce changement a accru les perspectives de coopération dans la région, car Irro, en tant qu'ancien chef de l'opposition, avait promis de « réexaminer » l'accord maritime.

L'ACCORD

À l'issue de ces échanges et réunions diplomatiques, le 11 décembre à Ankara, le président Erdoğan est apparu devant les caméras aux côtés des deux dirigeants pour annoncer qu'un compromis avait été trouvé entre les parties. Très peu d'éléments ont filtré de cet accord. La déclaration d'Ankara stipule néanmoins les points suivants :

- Les parties conviennent d'abandonner leurs divergences et les questions litigieuses afin de progresser résolument vers une prospérité commune ;
- Les parties s'engagent à entamer des négociations techniques, sous la facilitation de la Turquie, d'ici la fin février 2025, et à les conclure dans un délai de quatre mois ;
- Les parties reconnaissent les avantages potentiels d'un accès sécurisé de l'Éthiopie à la mer, tout en respectant l'intégrité territoriale de la Somalie.

Il n'est pas certain que l'Éthiopie ait renoncé au protocole d'accord qu'elle avait signé avec le Somaliland, ce que la Somalie avait exigé lors de précédentes tentatives de médiation.

STABILITÉ CRUCIALE

Ce premier pas vers la résolution du conflit revêt une dimension internationale, car les tensions croissantes entre la Somalie et l'Éthiopie préoccupaient la communauté internationale, notamment en raison de leur potentiel à déstabiliser l'une des régions les plus stratégiques pour le commerce mondial. Située autour du corridor maritime de Bab el-Mandeb et de la mer Rouge, cette zone est un passage crucial pour 90 % des échanges commerciaux mondiaux effectués par conteneurs. La route de Bab el-Mandeb est la deuxième

plus empruntée au monde, reliant les marchés asiatiques, africains et européens. Toute déstabilisation de ce nœud géostratégique menace directement la sécurité des voies commerciales, comme l'ont démontré récemment les attaques dans la région. Dans ce contexte, une confrontation militaire entre la Somalie, qui tente de sortir de décennies d'instabilité et de l'insurrection d'Al-Shabab, et l'Éthiopie, déjà fragilisée par des conflits ethniques internes récurrents, pourrait aggraver une situation explosive. L'Éthiopie, acteur clé des missions de maintien de la paix en Somalie, ambitionne de renforcer sa présence dans cette région stratégique en installant une base navale aux abords de la mer Rouge. Par ailleurs, le rapprochement entre la Somalie et l'Égypte, marqué par l'envoi d'armes et l'arrivée possible de troupes égyptiennes, accentue les rivalités régionales autour de projets comme le Grand Barrage de la Renaissance. Cette escalade dans une région où plusieurs puissances internationales (États-Unis, Chine, France, Japon) maintiennent des bases militaires montre à quel point la stabilité de ce corridor est cruciale pour l'économie globale. De plus, les menaces posées par les Houthis au Yémen, situé en face du Somaliland, sont également devenues une problématique de sécurité ayant des répercussions directes sur la Corne de l'Afrique.

SOFT POWER RENFORCÉ ET INTÉRÊTS PROTÉGÉS

Quant à la position de la Turquie, le processus d'Ankara est un indicateur de l'efficacité diplomatique de la Turquie en Afrique et un outil pour amplifier son prestige sur le continent. L'approche « gagnant-gagnant » de la Turquie et son rôle de médiateur ont contribué à faire évoluer la tension entre la Somalie et l'Éthiopie vers la paix. Ce succès est conforme à l'objectif de la Turquie de contribuer à la paix régionale, en ligne avec ses intérêts économiques, commerciaux et géostratégiques. Effectivement, du point de vue stratégique, la Turquie est préoccupée par l'établissement d'une paix dans la région, d'abord parce que le groupe terroriste Al-Shabaab, qui contrôle plusieurs régions rurales du pays, déstabilise plusieurs composantes de la « Corne de l'Afrique » et limite l'influence turque sur le continent. Ensuite, cette stratégie permet à la Turquie de se positionner en tant qu'acteur mondial, ou tout du moins comme un acteur majeur en Afrique. À cela s'ajoutent les intérêts économiques de la Turquie, qui envisage d'explorer les ressources en hydrocarbures au large des côtes somaliennes. L'existence de ce conflit, en projetant une ombre sur toute découverte, pourrait devenir une source de tensions entre les parties concernées.

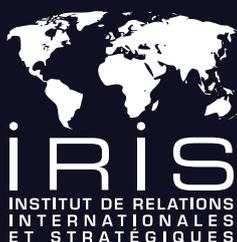
L'apaisement de cette dispute et la prévention d'un conflit plus large ont engendré des réactions positives sur le continent et contribué au renforcement du *soft power* turc. Les réactions à l'accord entre la Somalie et l'Éthiopie ont été majoritairement positives. L'Union africaine, par la voix de Moussa Faki Mahamat, a salué un « acte important », tout en appelant

à une mise en œuvre rapide des mesures convenues. Workneh Gebeyehu, secrétaire exécutif de l'IGAD (L'autorité intergouvernementale pour le développement), a également applaudi cet accord, soulignant qu'il reflète un engagement mutuel à résoudre les différends de manière pacifique. Omar Mahmood, quant à lui, a qualifié l'accord de « surprise bienvenue », réduisant les tensions régionales et bénéficiant aux deux parties : l'Éthiopie assure son accès à la mer, tandis que la Somalie voit sa souveraineté reconnue.

L'expertise stratégique en toute indépendance



PROGRAMME
MOYEN-ORIENT/
AFRIQUE DU NORD



2 bis, rue Mercœur - 75011 PARIS / France

+ 33 (0) 1 53 27 60 60

contact@iris-france.org

iris-france.org



L'IRIS, association reconnue d'utilité publique, est l'un des principaux think tanks français spécialisés sur les questions géopolitiques et stratégiques. Il est le seul à présenter la singularité de regrouper un centre de recherche et un lieu d'enseignement délivrant des diplômes, via son école IRIS Sup', ce modèle contribuant à son attractivité nationale et internationale.

L'IRIS est organisé autour de quatre pôles d'activité : la recherche, la publication, la formation et l'organisation d'évènements.